



Philippe Delvit

Chargé de mission Archives-Patrimoine de l'Université

philippe.delvit@ut-capitole.fr

La Mission Archives dans l'université

Jalons pour une histoire brève

Les facultés de l'Ancien régime ont été supprimées sous la Révolution française, et leurs archives alors dévolues à des dépôts publics tels qu'ils se sont organisés de façon d'abord confuse et tâtonnante dans les années 1790-1800.

Le retour à un ordre hiérarchique et à une société sortie de l'époque révolutionnaire sont le désir du Premier consul de la République, Napoléon Bonaparte.

Il dit : « Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée, elle est finie » (24 frimaire an VII, 15 décembre 1799).

De la sorte, les tenues académiques ; le retour des facultés, dont celui de la faculté de droit, sont sortis un peu plus tard de la volonté de l'empereur Napoléon I^{er}. L'Ecole de droit de Toulouse est l'une des filles juridiques de cette volonté d'ordre. Elle retrouva vite dès lors la titulature ancienne, celle de faculté.

Nous évoquons ici les archives de la faculté postérieures à la Révolution.

Première époque

Il y eu dans la faculté de droit du XIX^e siècle un souci, une préoccupation, un intérêt raisonné pour les archives. Un document figuratif de la fin du XIX^e siècle en traduit la réalité.¹

Toutefois, cette volonté s'affaiblit quelque peu dans le premier XX^e siècle, dans un environnement où les effectifs des enseignés, des enseignants et des personnels restaient assez stables sur la longue durée.

Chacun des décideurs (c'est-à-dire le corps professoral dans la configuration du moment) pensait archiver sur les étagères et dans les armoires de son bureau, dans sa tête le cas échéant les tenants et les aboutissants. Quant aux services, le volume des dossiers à traiter permettait aussi une gestion au fil de l'eau des archives de la faculté, dont la partie la plus ancienne était stockée dans un local attenant au cabinet du doyen.²

¹ Les études en droit, et la structure qui les abritait, ont reçu au début du Premier empire leur assise, leurs modalités de fonctionnement, leur costume académique, ... Le site de ces études était à Toulouse celui de l'actuelle « Vieille Fac » dans sa partie alors juridique. Henri Gilles, « Les Etudes de l'Université (Histoire des bâtiments de la Faculté de droit) » dans *Université de Toulouse & enseignement du Droit XIII^e –XVI^e siècles*, Université de sciences sociales de Toulouse et Picard Diffusion, 1992, pp.341-407. Les travaux d'Olivier Devaux, sa thèse de doctorat-Université des Sciences Sociales, *L'enseignement à Toulouse de 1789 à 1830*, 1986 remaniée et publiée dans la trilogie suivante, *La pique et la plume. L'enseignement à Toulouse pendant la Révolution*, Editions universitaires du Sud, 1988, 181 p. ; *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, Presses de l'IEP de Toulouse, 1990, 287 p. ; *L'enseignement à Toulouse sous la Restauration*, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, 1994, 216 p. ; collectif, sous la direction d'O. Devaux, *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse*, Presses de l'Université Toulouse 1 Sciences Sociales 2007, 402 p., ...

² Il faut mettre à part ce qui est antérieur à la Révolution, dévolu aux fonds de la Bibliothèque universitaire. Conservation et communication SICD-Service du livre ancien, Bibliothèque de l'Arsenal, Toulouse

A partir du milieu des années 1960, la faculté de droit puis de droit et des sciences économiques connaît une inflation permanente de ses troupes, de toutes ses troupes : étudiants, personnels administratif et enseignant. Les cadres hérités craquent, comme les habitudes ne peuvent plus gérer les flux qui battent les murs.

Rapidement, le volume des archives croît de manière très supérieure à celui des années antérieures : ouverture de nouvelles formations ; multiplication des parcours, ... tandis que se font plus exigeantes les règles liées à la conservation des données, plus larges les espaces de décision laissés à l'appréciation des décideurs universitaires, plus lourdes les contraintes en cas de recours.

En 1970-1971, la mise à disposition des espaces a priori considérables en m²-m³ de l'Arsenal (« la Nouvelle Fac ») permet d'éviter, d'éluder toute question délicate sur la gestion prévisionnelle des archives.³

Vingt ans plus tard, l'affectation de la Manufacture des Tabacs à UT1 renouvelle et amplifie une telle approche. Des espaces vacants, aussitôt investis sans beaucoup de logique, se présentent aux utilisateurs (1995).

Que garder ? Comment ? Pour qui ?

On verra plus tard.

Cela n'est pas d'actualité.

De la sorte, le cubage inutile et conservé croît considérablement (autant archives, que documentation, littérature grise, le tout mêlé, ...) comme l'impossibilité pratique grandit d'accéder aux données nécessaires noyées au milieu de l'ensemble.

Faux départ de la Mission Archives

En décembre 1995 Philippe Delvit, maître de conférences en histoire des institutions et des faits sociaux, alors chargé de mission culture UT1 depuis la fin de 1993 adresse au président Bernard Saint-Girons (1993-1998) une lettre dans laquelle il propose une action archives dans le cadre de l'université, capable de répondre aux exigences légitimes du droit et de l'institution. Cette initiative ne reçoit pas d'écho. En complément est envoyée au président Bernard Saint-Girons une *Note sur les archives de l'université* dans laquelle est aussi intégré ce qui relève des fonds documentaires dont certains sont visiblement alors en déshérence.

Le président ne donne pas suite.

Philippe Delvit abandonne la charge de mission qui était la sienne.

La Mission Archives à ses débuts

Devant les difficultés connues par les services et l'institution, le président Bernard Belloc (1998-2003) demande en mars 2003 à Philippe Delvit la mise en place d'un traitement global des archives à l'échelle de l'Université. Ce dernier organise le dispositif en lien premier avec les Archives départementales de la Haute-Garonne AD et leur directrice Bernadette Suau, autant qu'avec les services Intendance de l'Université.⁴

³ Non sans qu'un versement important soit alors fait aux Archives départementales de la Haute-Garonne pour dégager des espaces perçus comme utiles. Cela sans réflexion sur le démembrement du fonds, non plus que prospective sur une possible fonction archives dans la nouvelle Université, alors que justement un local archives est prévu sur les plans des concepteurs.

⁴ Bernadette Suau (1942-2013). Archiviste-paléographe issue de l'École des Chartes (promotion 1971). Dans le domaine qui était le sien, celui des archives, elle fut directrice des AD des Landes (1978-1992) ; de la Haute-Garonne (octobre 1992-août 2003).

Un recrutement est organisé, la réception des candidatures et la sélection se font par les soins des AD et de l'université. Sont retenus Hélène Gay (contractuel B) et Patrick Benattar (antérieurement contractuel BU Arsenal), pour CDD de six mois renouvelable (soit en tout 1,8 ETP en tout cas dans les premiers mois d'activité). Patrick Benattar œuvrera ainsi pour la Mission Archives UT1 du 1^{er} juin 2003 au 1^{er} février 2004.

Mené par Philippe Delvit, le travail de la Mission Archives démarre donc en juin 2003. En octobre, une lettre du président Bernard Belloc investit officiellement Philippe Delvit comme chargé de mission Archives à l'université.

Doyen de la faculté de droit, le professeur Henry Roussillon est élu président en novembre 2003. Dans son équipe, Philippe Delvit est vice-président en charge des délocalisations universitaires et des archives. Ces dernières apparaissent donc comme un secteur et un espace de la gouvernance, ce qui est nouveau et encourageant a priori.

Dès 2004 sortent les premiers *Inventaires et instruments de recherche* en ligne

Les chercheurs peuvent désormais travailler sur les archives UT1. Parmi eux Caroline Barrera, maître de conférences en histoire contemporaine du CUFRA Champollion (Albi), publie le fruit de ses recherches : *Etudiants d'ailleurs : histoire des étudiants étrangers, coloniaux et français de la Faculté de droit de Toulouse, XIX^e siècle-1944*, Presses du Centre Universitaire Champollion, 2007.

De janvier à mars 2005, la Mission Archives reçoit en stage Marianne Viillard, docteur en droit, assistant qualifié de conservation du patrimoine.

Pour autant et malgré le travail accompli en faveur des services, les résultats obtenus, les perspectives mises en avant, leur caractère à l'époque pionnier, l'université n'ouvre pas de poste statutaire archives et maintient le caractère précaire de la position du personnel en action dans ce domaine.

Interruptions et reprises des opérations de la Mission

Une existence à éclipses

De la sorte et en tirant les conséquences de cet état de fait Hélène Gay rejoint en décembre 2006 l'université de Montpellier où elle prend en charge le service Archives de cet établissement. L'université laisse passer encore six mois avant de recruter fin mai 2007 Delphine Floreck, contractuelle archives, pour six mois-contrat renouvelé en novembre 2007 et mai 2008.

La Mission reçoit le renfort de Mathieu Roques en stage étudiant UT1 (juin-juillet 2007), puis de Clémence Serlooten, étudiante L2 Histoire Institut Catholique de Toulouse (juin 2008). L'un et l'autre, désireux de servir et d'apprendre, amènent leur bonne contribution aux travaux de la Mission.

En septembre 2008, le président Henry Roussillon met fin à ses fonctions. Il laisse la place au professeur Bruno Sire élu en juin 2008, et réélu en 2012.

L'équipe présidentielle réunie autour d'Henry Roussillon ipso facto cesse ses fonctions.

Le professeur André Cabanis est désigné par le président Sire comme vice-président en charge des archives et des presses de l'Université, ce pendant les deux mandats du président, jusqu'en 2016.

En novembre 2009 Delphine Floreck quitte les archives de l'université pour rejoindre les Archives départementales du Tarn-et-Garonne. Son départ entraîne une nouvelle interruption des travaux de la Mission, jusqu'en janvier 2010.

Anne Fernandez prend des fonctions de contractuelle archives à l'université à ce moment.

En octobre 2013, Anne Fernandez rejoint l'université Lyon III où elle est archiviste en titre.

La fonction archives à UT1 est à nouveau interrompue entre octobre 2013 et mai 2014, soit quasiment le cœur de toute l'année universitaire.

Virginie Ferval, diplômée du Département Archives et Médiathèque de Toulouse II, est recrutée en CDD en juin 2014 jusqu'en mai 2015. Une nouvelle fois cesse la fonction archives de mai à septembre 2015.

Enfin un poste d'archiviste à l'université

Pour un large éventail de missions

Ces péripéties nombreuses, quatre interruptions qui désorganisent et pénalisent les efforts consentis, ont certainement et finalement fait mûrir un choix qui semble évident pour une institution comme une université de 20 000 étudiants et de plus de 1 000 personnels.

Un poste archives est enfin créé à UT1 le 1^{er} septembre 2015. Anne Fernandez revenue de Lyon III l'occupe depuis cette date et organise le service dans la pérennité et dans le cadre de la Direction du Patrimoine DDP.

En mai 2016 le professeur Corinne Mascala est élue présidente de l'Université Toulouse Capitole.

Elle propose en septembre 2016 à Philippe Delvit de prendre une charge de mission Archives-patrimoine de l'Université.

Au-delà des missions si indispensables du quotidien, l'idée est de pouvoir élargir l'aire d'intervention de la Mission, sur un programme élaboré de concert entre l'archiviste et le chargé de mission. Il faut aussi pour cela des moyens humains. Ainsi Mathilde Clergues-Subiros, étudiante M1 histoire du droit, grâce à un financement de la faculté de droit, participe via un stage étudiant au travail de la Mission (mai juillet 2017). En septembre 2017, cette implication est maintenue et confirmée sous la forme d'un contrat étudiant pour l'année universitaire 2017-2018. Mathilde Clergues-Subiros s'attaque de la sorte au classement des fonds de la DRH à compter du 15 septembre 2017.

Dans un autre domaine, celui du classement des fonds photographiques numériques, la direction de la Communication avait accueilli en stage Virginie Parinaud, titulaire d'une licence professionnelle Métiers de l'Information-IUT A Toulouse III. Un CDD de trois mois est ensuite consenti en sa faveur par l'Université à la demande de la Mission Archives (septembre-décembre 2017).

La Mission Archives salue en cette fin d'année 2017 tous ses interlocuteurs.

Pour plus d'activité, plus d'aisance à travailler sur la mémoire vive indispensable aux services et aux acteurs de l'université : en matière de personnels ; en scolarité ; en constructions héritées ou neuves, ...

Texte Philippe Delvit
Décembre 2017